

moins essayer d'expliquer ce changement d'avis.

Il y a, évidemment, aussi le fameux discours du ministre du Commerce (M. Sharp) auquel on a accordé tant d'attention. Tout ce que je puis dire, c'est qu'il «passait», pour ainsi dire, «à la planche», comme on ne l'avait plus vu faire depuis le temps du fameux capitaine Bligh. Les députés se demanderont peut-être quand la crise du drapeau est devenue grave, à mon avis, et je remonterai, à cette fin, un instant aux années 40. J'en rejette tout le blâme sur le parti libéral qui n'a pas fait preuve, comme il aurait fallu, d'initiative éclairée sur le plan national surtout pendant la période qu'on appelle «l'ère Mackenzie King». Je dirai qu'ils n'ont même pas compris ce qui constitue essentiellement une nation, et je me propose de le prouver.

Dans son discours de l'autre jour, le ministre du Commerce s'est montré plein de sollicitude pour l'avenir et le sort du parti conservateur. Or, j'ai l'intention de démontrer que c'est son appartenance à ce qu'on appelle «la clique d'Ottawa»—composée des fonctionnaires libéraux, au sens non politique, pour la plupart de langue anglaise et d'éducation britannique—qu'il faut blâmer par-dessus tout de la division qui s'est infiltrée dans notre pays. J'ai l'intention de montrer que les membres du groupe personnifiant ce pseudo-canadianisme, et j'y fais entrer le premier ministre (M. Pearson), le ministre du Commerce (M. Sharp), le ministre des Transports (M. Pickergill) et tous autres membres de cette hiérarchie d'Ottawa, ont accepté bon gré mal gré les idées de M. Mackenzie King, ce libéralisme mal orienté de la plus belle eau, qui a joué avec la constitution et a transformé notre vie nationale en un volcan de politique du pouvoir, pour soutenir à tout prix la vie du parti libéral. Ces gens-là ont été, sciemment ou non, les séides qui ont perpétué l'héritage de William Lyon Mackenzie King. Les victimes, monsieur l'Orateur, ce sont vous et moi, ce sont les Canadiens, et nous le payons chèrement aujourd'hui, et de bien des façons, en particulier par la perte d'un grand nombre de nos symboles et de nos traditions, qui remontent aux racines mêmes de notre mode de vie.

**M. Ryan:** L'honorable représentant me permettrait-il de lui poser une question?

**M. Bell:** Oui.

**M. Ryan:** Comment conciliez-vous les paroles que vous prononcez cet après-midi avec le mot d'ordre qu'avait adopté votre parti au cours de la campagne électorale de 1957-1958: «Le Canada avant tout»? Une pomme s'est-elle gâtée dans le lot?

**M. Bell:** J'ai l'intention de montrer que le parti conservateur a placé au premier plan l'intérêt du Canada, mais non pas à tout prix,

comme l'ont fait les libéraux sous le régime de Mackenzie King.

Le drapeau, tout en évoquant le fondement de nos traditions, ne constitue qu'un symbole extérieur. Cette volonté d'attacher aux emblèmes distinctifs de notre passé ne peut qu'amener l'affaiblissement de la monarchie et, bien sûr, de notre nation. Le républicanisme rampant qui a été si violemment mis au défi par M. Eugène Forsey, ne peut qu'amener notre pays au républicanisme. Je citerai ici une partie des observations que M. Eugène Forsey formulait dans une émission radiophonique, le 14 janvier 1955. Elles montrent sa perspicacité et nous font voir le début des difficultés auxquelles vous et moi devons faire face. Il disait:

Mais pourquoi ai-je parlé de «républicanisme rampant»? «rampant», c'est bien le mot; sournois, cauteux, tortueux. Je voudrais bien avoir le temps d'énumérer pour vous les faussetés de l'histoire, l'injustice des lois, le manque de logique, les insultes, l'ignorance crasse, l'altération du dictionnaire, au moyen desquels le gouvernement et ses soutiens ont tenté de défendre l'indéfendable. Cela dépasse tout ce qu'on peut imaginer.

C'est du «républicanisme», et du «républicanisme rampant». On ne peut l'expliquer autrement. Si tout cela était innocent, pourquoi alors ces années de dérobée et de secret? Pourquoi ce mépris de la loi et de la constitution? En tout cela, quelqu'un avait un but d'importance. Ce pouvait n'être pas le gouvernement lui-même. Les ministres ont pu simplement céder à la pression. Mais, à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement, la pression était là, régulière, insistante, implacable. Ceux qui l'appliquaient savaient ce qu'ils voulaient: supprimer les liens familiaux et distinctifs qui nous attachent à nos institutions, afin de les remodeler suivant leurs désirs. Ils ne seraient jamais allés aussi loin si un plus grand nombre d'entre nous avaient compris ce que signifiait la monarchie et pourquoi il valait la peine de la conserver. Mais c'est là une autre affaire: la triste façon dont, pendant près de 30 ans, nos gens ont été constamment et systématiquement mal informés de notre constitution, et singulièrement du rôle que joue la Couronne à titre de gardienne de la constitution, de protectrice du Parlement et du peuple contre la dictature du cabinet. Il est heureux toutefois que des milliers de gens ne se soient jamais courbés devant Baal; et certains signes révèlent maintenant que des milliers d'autres commencent à comprendre ce qui s'est produit, et à résister. Cette résistance annoncera la fin du «républicanisme rampant».

J'ai mentionné cela pour montrer que la politique de Mackenzie King a été reprise par ses successeurs au sein du parti libéral. Le parti libéral, à certaines époques de notre histoire, a joué un rôle important, mais non aussi décisif que le parti dont je suis membre. Il a joué son rôle durant nos années de formation, mais on a oublié de lui dire que cela suffisait.

Après avoir blâmé le républicanisme latent de Mackenzie King, il est juste de se demander pourquoi ces changements ont été autorisés. Pourquoi tout ce qui se rattache à nos antécédents anglais doit être supprimé? Je fais allusion non seulement au mot «dominion» qui a disparu de nos annuaires de télé-